

### *Le libre-échange*

Il faut admettre aussi que les exportations de la plupart des filiales présentes au Canada sont soumises à des restrictions. Ainsi, elles ne peuvent exporter des produits qui concurrence- raient la production de la société mère aux États-Unis. Il faut légiférer pour que ces restrictions soient levées.

En outre, les solutions que notre parti proposerait comportent un cinquième point, soit de mettre l'accent sur les petites entreprises canadiennes qui, dans bien des cas, n'ont pas les moyens de s'implanter sur les marchés d'exportation. Certains arrivent à percer le marché américain, mais il est très rare que les petites sociétés puissent acquérir les compétences et les contacts nécessaires pour vendre dans d'autres pays du monde entier. Il faut donc absolument aider beaucoup plus ces petites entreprises. Elles doivent recevoir l'aide de la Société de développement des exportations qui, jusqu'à maintenant, s'est occupée surtout des grandes sociétés. L'aide pourrait provenir d'efforts directs de la part des divers ministères. Ainsi, la section commerce du ministère des Affaires extérieures pourrait aider à la commercialisation et à l'établissement de contacts commerciaux de par le monde pour ces petites entreprises. Si nous faisons cela il y aurait, grâce aux petites sociétés, un potentiel énorme de création de milliers d'emplois pour nos jeunes.

● (1140)

Enfin, je pense qu'il importe de parler de développement régional équitable. Je viens d'une région qui a souffert des hauts et des bas de l'industrie automobile. C'est une partie du pays qui se sent, en raison de ces cycles, désavantagée par rapport aux autres. Cependant, ce sentiment est beaucoup moins fort que celui que j'ai pu ressentir à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, dans certaines parties de Colombie-Britannique, du nord de l'Alberta ou du nord de l'Ontario. Toutes ces régions réclament et jugent cruciale une certaine équité régionale en matière de politique économique.

C'est précisément ce sens de l'équité régionale que nous n'aurons pas avec le libre-échange. Il suffit de regarder la situation dans le nord du Vermont, le nord du Maine, le Dakota du nord ou le Montana. En l'absence de plan de développement équitable aux États-Unis, ces régions sont devenues défavorisées.

Nous pouvons être certains que, si nous concluons cet accord, le nombre de régions défavorisées augmentera et les différences entre les régions seront plus grandes encore qu'elles le sont actuellement. Nous aurons les mains liées et nous ne pourrons pas utiliser les instruments qui permettraient d'égaliser la situation des différentes parties du Canada.

Il y a des moyens d'être équitable. Comme l'a constaté notre groupe d'action sur l'emploi, lorsqu'il a parcouru le pays en 1985, il y a toute une série de moyens pour aider les collectivités à exploiter leurs points forts. Elles peuvent avoir recours à

des efforts de développement communautaire ou à des coopératives d'aide. Ce qui importe, c'est qu'elles puissent agir de leur propre initiative, plutôt que sur les ordres de Chicago, Washington ou New York.

En plus de fournir aux collectivités les moyens d'exploiter leurs points forts, nous avons la responsabilité de faire en sorte que les régions où se trouvent les richesses naturelles reçoivent une part égale du bien commun. Nous devons nous assurer que ceux qui traitent le poisson à Terre-Neuve atteignent le même degré de prospérité et puissent bénéficier des mêmes avantages pour leurs enfants. Même chose pour les bûcherons ou les employés des scieries de Colombie-Britannique. Il faut que le principe de l'égalité soit reconnu pour les gens du nord de l'Alberta tout comme ceux des cantons de l'Est au Québec, durement touchés par les problèmes de l'industrie textile.

[Français]

Il est nécessaire, monsieur le Président, d'établir une égalité qui est vraie pour tous les secteurs de ce pays. Il est nécessaire d'établir un vrai Canada qui donne à tous les gens de ce pays la possibilité d'avoir une bonne vie, d'avoir une prospérité qui est la même prospérité, qui est là à Toronto, qui est là à Montréal. Cela est nécessaire et on peut le faire. Il n'est pas nécessaire de dire que c'est impossible. Il y avait une option auparavant comme on l'a dit dans le débat dans l'élection. Comme on l'a dit, il y avait une option et on doit trouver cette option. C'est une option de planification. C'est une option de leadership par le gouvernement. C'est une option d'égalité régionale qui est très importante à trouver pour notre pays.

[Traduction]

Ce débat historique a commencé et se poursuivra pendant les mois à venir. Il y a ceux qui ont peur d'être seuls au monde et qui ont besoin de la protection des États-Unis. Ils animeront un côté du débat. Ce sont ceux qui ne peuvent se débrouiller comme Canadiens. Ils ont besoin de faire partie d'un grand plan continental qui leur permettra de bénéficier d'une certaine protection de la part du géant américain.

De l'autre côté du débat, il y a ceux qui croient dans le Canada. Nous croyons pouvoir travailler pour édifier un pays démocratique et socialement équitable qui donne à chaque personne l'occasion de jouir des énormes avantages qu'il a à leur offrir.

Notre parti a confiance dans les Canadiens. Il a confiance dans leur aptitude à réaliser le plein emploi, à assurer l'équité, à permettre au Canada de se tailler lui-même sa place dans le monde, en coopération avec tous les autres pays et non comme petit partenaire subalterne des États-Unis. Voilà ce que notre pays peut réaliser, à notre avis. Voilà la foi que nous avons en lui.